



Communiqué N° 3/21

## RESULTATS ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2020

Réuni le 23 mars 2021 au siège social de delta holding SA, le Conseil d'Administration a examiné, sous la Présidence de M. Fouad FAHIM, les activités du Groupe durant l'exercice 2020 et a arrêté les comptes sociaux et consolidés y afférents.

### RESULTATS

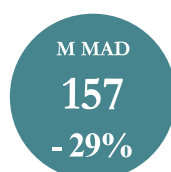
#### Carnet de commandes



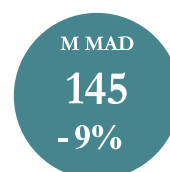
#### Chiffre d'affaires



#### Résultat net consolidé part du Groupe



#### Résultat net social



Dans un contexte de crise sanitaire inédite, le Groupe delta holding a enregistré durant l'exercice 2020, un repli de ses performances habituelles. Le Chiffre d'affaires a atteint 2 505 millions MAD, en baisse de -15% par rapport à l'exercice 2019 et dont la part à l'export représente 11%. Cette baisse est essentiellement imputable au recul de -40% des exportations et au ralentissement du déploiement des projets dus aux mesures restrictives liées à la pandémie Covid-19.

Le résultat net consolidé du Groupe s'est établi à 178 millions MAD, en baisse de -32%. Le résultat net part du Groupe ressort à 157 millions MAD, en régression de -29% par rapport à l'exercice 2019. Quant au résultat net social, il a enregistré une régression de -9% pour s'établir à 145 millions MAD.

Les dépenses d'investissement réalisés en 2020 ont atteint un montant 107 millions MAD.

### ACTIVITÉS

Dans ce contexte inédit marqué par la crise sanitaire liée à la pandémie du Covid-19, le Groupe s'est fortement mobilisé pour assurer une continuité de l'activité tout en plaçant la sécurité de ses collaborateurs et ses partenaires au centre de ses préoccupations.

Au cours de l'exercice 2020, le Groupe a participé à la réalisation de plusieurs projets industriels et d'infrastructures notamment :

- Dans le domaine des transports : le recyclage à froid des chaussées sur plusieurs routes avec des liants spéciaux tels que le ciment et l'émulsion, renforcement et/ou dédoublement de voies de plusieurs routes ainsi que la réalisation de projets de voirie et aménagements urbains dans le grand Casablanca.

La modernisation d'une centaine de voies de péage sur le réseau autoroutier.

Equiper de plusieurs axes routiers en dispositifs de sécurité et en panneaux à message variable.

- Dans le domaine de l'eau : La réalisation et la mise en service de l'adduction d'eau potable pour la ville de Guercif, de la station de traitement de l'eau potable d'Essaouira et des travaux de sécurisation de l'alimentation en eau potable de la ville d'Oujda à partir du barrage Machraâ Hamadi.

Le démarrage des projets d'alimentation en eau potable de la ville de Marrakech à partir du barrage El Massira, d'adduction d'eau brute à partir du barrage Ibn Batouta et les travaux de la station de traitement de l'eau potable de Tamri à Agadir.

- En métallurgie : la fabrication de mâts intégralement équipés pour les besoins du parc éolien de Midelt, la fourniture et le montage des structures métalliques ainsi que l'assemblage mécanique des équipements de la station de dessalement d'eau d'Agadir.

La réalisation de plusieurs installations dans le cadre de projets pour le compte de l'OCP (liaison des convoyeurs à Benguerir, projet de repulpage et projet de l'usine d'acide sulfurique à Jorf Lasfar, ..)

- Et au niveau de la parachimie : la réalisation d'installations de fluides médicaux de nombreux hôpitaux et cliniques ainsi que leur approvisionnement en oxygène et appareils de respiration.

Cette période a été, également, marquée par :

- La reprise anticipée de l'activité de la filiale Sotrameg après des travaux de réhabilitation de son usine, engagés depuis 2019. Cette unité industrielle spécialisée dans la transformation de mélasse pour la production d'éthanol, a retrouvé ainsi sa pleine capacité de production permettant de répondre aux besoins nationaux en éthanol à usage médical dans ce contexte de pandémie.

- Le démarrage des activités de deux filiales détenues à 100% par delta holding à savoir : URBAN ELECTRONICS et OTUBE.

### DIVIDENDES

Compte tenu du retrait des résultats de l'exercice, le Conseil d'Administration proposera à la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires de statuer ultérieurement sur une éventuelle distribution des dividendes à la lumière de l'évolution de la conjoncture économique en relation avec les conséquences de la pandémie covid-19.

### PERSPECTIVES POUR 2021

Malgré cette conjoncture peu favorable, le Groupe reste confiant en sa capacité de résilience face à cette crise grâce à la diversification de ses activités, son modèle de gestion intégré et ses fondamentaux solides. Le carnet de commandes bien fourni permettra au Groupe de consolider ses parts de marché sur les métiers historiques et d'optimiser sa compétitivité industrielle.

*Le Conseil remercie l'ensemble des collaborateurs du groupe pour leur engagement et leur mobilisation.*

INFRASTRUCTURES • METALLURGIE • EAU & ENVIRONNEMENT • PARACHIMIE



| BILAN (P'ASSIF)                               |                                                   | 31-déc.-20       | 31-déc.-19       |
|-----------------------------------------------|---------------------------------------------------|------------------|------------------|
| FINANCEMENT PERMANENT                         | CAPITAUX PROPRES                                  |                  |                  |
|                                               | Capital social                                    | 876 000 000,00   | 876 000 000,00   |
|                                               | Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé |                  |                  |
|                                               | - capital appelé                                  |                  |                  |
|                                               | - dont versé                                      |                  |                  |
|                                               | Primes d'émission, de fusion et d'apport          |                  |                  |
|                                               | Ecarts de réévaluation                            |                  |                  |
|                                               | Réserves légales                                  | 87 600 000,00    | 87 600 000,00    |
|                                               | Autres réserves                                   | 148 920 000,00   |                  |
|                                               | Report à nouveau                                  | 299 529 969,02   | 288 441 064,26   |
|                                               | Résultats nets en instance d'affectation          |                  |                  |
|                                               | Résultat net de l'exercice                        | 145 266 525,03   | 160 008 904,76   |
|                                               | TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)                    | 1 557 316 494,05 | 1 412 049 969,02 |
|                                               | CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)                    | 167 165,15       | 242 490,84       |
|                                               | Subventions d'investissement                      |                  |                  |
| Provisions réglementées                       | 167 165,15                                        | 242 490,84       |                  |
| PASSIF CIRCULANT                              | DETTES DE FINANCEMENT (C)                         |                  |                  |
|                                               | Emprunts obligataires                             |                  |                  |
|                                               | Autres dettes de financement                      |                  |                  |
|                                               | PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)   |                  |                  |
|                                               | Provisions pour risques                           |                  |                  |
|                                               | Provisions pour charges                           |                  |                  |
|                                               | ECARTS DE CONVERSION PASSIF (E)                   |                  |                  |
|                                               | Augmentation des créances immobilisées            |                  |                  |
|                                               | Diminution des dettes de financement              |                  |                  |
|                                               | TOTAL I (A+B+C+D+E)                               | 1 557 483 659,20 | 1 412 292 459,86 |
|                                               | DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)                    | 130 563 704,93   | 290 792 158,46   |
|                                               | Fournisseurs et comptes rattachés                 | 2 649 958,40     | 3 726 864,92     |
|                                               | Clients créditeurs, avances et acomptes           |                  | 4 300,65         |
|                                               | Personnel                                         | 87 815,00        | 2 100,00         |
|                                               | Organismes sociaux                                | 501 718,98       | 541 639,09       |
| Etat                                          | 12 215 736,27                                     | 20 577 756,38    |                  |
| Comptes d'associés                            | 92 475 000,00                                     | 265 760 000,00   |                  |
| Autres créanciers                             | 22 563 501,93                                     | 162 588,33       |                  |
| Comptes de régularisation-passif              | 69 974,35                                         | 16 909,09        |                  |
| AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G) | 14 280 546,90                                     | 9 994 926,69     |                  |
| ECARTS DE CONVERSION PASSIF (circulant) (H)   | 13,50                                             | 96,90            |                  |
| TOTAL II (F+G+H)                              | 144 844 265,33                                    | 300 787 182,05   |                  |
| TRESORERIE                                    | TRESORERIE - PASSIF                               | 1 381 269,89     | 146 106,39       |
|                                               | Crédits d'escompte                                |                  |                  |
|                                               | Crédits de trésorerie                             |                  |                  |
|                                               | Banques (soldes créditeurs)                       | 1 381 269,89     | 146 106,39       |
|                                               | TOTAL III                                         | 1 381 269,89     | 146 106,39       |
| TOTAL GENERAL I + II + III                    |                                                   | 1 703 709 194,42 | 1 713 225 748,30 |



**Aux actionnaires de la société DELTA HOLDING S.A.**  
Rte De La Plage Ang. Av. Hassan II, Skhirat 12050

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**  
**Exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020**

**AUDIT DES ETATS DE SYNTHESE**

**Opinion**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 23 juin 2020, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société Delta Holding, comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 1 557 483 659,20 MAD dont un bénéfice net de 145 266 525,03 MAD.

Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 23 mars 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société Delta Holding au 31 décembre 2020 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Questions clés de l'audit**

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

| Risque identifié                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Notre réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Titres de participation et créances rattachées</b></p> <p>Au 31 décembre 2020, les titres de participation et les créances rattachées figurent au bilan de la société pour une valeur brute comptable de 1 628 814 223,76 MAD et une valeur nette comptable de 1 597 716 094,24 MAD (provision de 31 098 129,52 MAD sur le titre Camerounaise des Eaux).</p> <p>Les titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition et les créances rattachées à des participations à leur valeur nominale.</p> | <p>Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation de la valeur d'utilité des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à :</p> <p>Pour les évaluations reposant sur des éléments historiques</p> <p>- Vérifier que les quote-parts d'actif net retenues concordent avec les comptes des entités et que les réévaluations opérées, le cas échéant, sont fondées sur une documentation probante ;</p> |





|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Les provisions pour dépréciation de ces titres et créances sont déterminées en tenant compte soit de l'actif net comptable, soit en fonction des perspectives d'avenir du titre.<br><br>Nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation et des créances rattachées constitue un point clé de notre audit compte tenu de l'importance de ces titres et créances dans le bilan de la société et de l'importance de la part des jugements de la Direction. | Pour les évaluations reposant sur des éléments prévisionnels<br><br>- Vérifier la cohérence des hypothèses retenues avec l'environnement économique en fonction des données réelles historiquement constatées, de notre connaissance des entités, du marché sur lesquelles elles sont positionnées, et d'éléments macro-économiques pouvant les impacter. |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Rapport de gestion

Nous nous sommes assurés de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société, prévue par la loi.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états de synthèse

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états de synthèse

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc.

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes professionnelles permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

• Nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans les états de synthèse, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

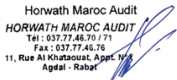
Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Fait à Rabat, le 24 mars 2021

Les commissaires aux comptes

Horwath Maroc Audit



Adib BENBRAHIM  
Associé

IGREC



Kébir AL ECHEIKH EL ALAOUI  
Associé



COMMUNICATION FINANCIERE COMPTES CONSOLIDÉS  
du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020

BILAN (ACTIF)

|                  | Brut                                            | Amortissements<br>et provisions | 31-déc-20<br>Net | 31-déc-19<br>Net |
|------------------|-------------------------------------------------|---------------------------------|------------------|------------------|
| ACTIF IMMOBILISÉ | ECART D'ACQUISITION (A)                         | 268 057 862,13                  | 127 327 484,54   | 140 730 377,59   |
|                  | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)               | 103 434 280,34                  | 66 807 941,64    | 36 626 338,70    |
|                  | Immobilisation en recherche et développement    | 55 113 272,14                   | 41 095 469,04    | 14 017 803,10    |
|                  | Brevets, marques, droits et valeurs similaires  | 16 040 205,48                   | 14 004 652,39    | 2 035 553,09     |
|                  | Fonds commercial                                | 1 000,00                        | 1 000,00         | 1 000,00         |
|                  | Autres immobilisations incorporelles            | 32 279 802,72                   | 11 707 820,21    | 20 571 982,51    |
|                  | IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)                 | 1 903 975 944,04                | 1 196 013 975,22 | 707 961 968,82   |
|                  | Terrains                                        | 25 313 395,33                   | 1 750 859,73     | 23 562 535,60    |
|                  | Constructions                                   | 436 953 273,04                  | 222 618 604,15   | 214 334 668,89   |
|                  | Installations techniques, matériel et outillage | 1 147 581 352,04                | 750 696 365,55   | 396 884 986,49   |
|                  | Matériel de transport                           | 190 231 719,17                  | 163 760 212,93   | 26 471 506,24    |
|                  | Mobilier, matériel de bureau et aménagements    | 66 310 433,09                   | 53 260 465,70    | 13 049 967,39    |
|                  | Autres immobilisations corporelles              | 5 618 108,71                    | 3 927 467,16     | 1 690 641,55     |
|                  | Immobilisations corporelles en cours            | 31 967 662,66                   | 31 967 662,66    | 39 670 705,46    |
|                  | IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)                 | 108 958 198,87                  | 18 794 014,64    | 90 164 184,23    |
|                  | Prêts immobilisés                               | 864 691,58                      | 864 691,58       | 1 044 973,35     |
|                  | Autres créances financières                     | 35 068 678,89                   | 500 000,00       | 34 568 678,89    |
|                  | Titres de participation                         | 72 646 455,74                   | 18 294 014,64    | 54 352 441,10    |
|                  | Autres titres immobilisés                       | 378 372,66                      | 378 372,66       | 1 047 933,24     |
| ACTIF CIRCULANT  | TITRES MIS EN EQUIVALENCE (E)                   |                                 |                  |                  |
|                  | ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (F)                |                                 |                  |                  |
|                  | Diminution des créances immobilisées            |                                 |                  |                  |
|                  | Augmentation des dettes de financement          |                                 |                  |                  |
|                  | TOTAL I (A+B+C+D+E+F)                           | 2 384 426 285,38                | 1 408 943 416,04 | 975 482 869,34   |
|                  | STOCKS (G)                                      | 1 100 336 169,79                | 12 675 941,48    | 1 087 660 228,31 |
|                  | Marchandises                                    | 234 422 609,08                  | 95 334,22        | 234 327 274,86   |
|                  | Matières et fournitures consommables            | 248 199 889,48                  | 7 679 330,84     | 240 520 558,64   |
|                  | Produits en cours                               | 472 469 035,01                  | 2 747 879,42     | 469 721 155,59   |
|                  | Produits intermédiaires et produits résiduels   | 2 489 933,55                    | 2 489 933,55     | 2 825 798,99     |
|                  | Produits finis                                  | 142 754 702,67                  | 2 153 397,00     | 140 601 305,67   |
|                  | CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (H)               | 2 269 454 145,77                | 99 236 029,59    | 2 170 218 116,18 |
|                  | Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes     | 25 216 211,83                   | 25 216 211,83    | 27 823 103,73    |
|                  | Clients et comptes rattachés                    | 1 923 547 759,39                | 86 431 914,71    | 1 837 115 844,68 |
|                  | Personnel                                       | 3 103 391,99                    | 3 103 391,99     | 3 173 746,93     |
|                  | Etat                                            | 268 770 870,15                  | 268 770 870,15   | 264 136 524,91   |
|                  | Comptes d'associés                              | 660 211,88                      | 660 211,88       | 10 221 464,55    |
|                  | Autres débiteurs                                | 34 403 738,79                   | 12 804 114,88    | 21 599 623,91    |
| TRESORERIE       | Comptes de régularisation Actif                 | 13 751 961,74                   | 13 751 961,74    | 14 257 807,73    |
|                  | TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (I)              | 58 448 082,98                   | 2 239 794,32     | 56 208 288,66    |
|                  | ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (J)                | 6 555 504,35                    | 6 555 504,35     | 1 143 489,21     |
|                  | TOTAL II (G+H+I+J)                              | 3 434 793 902,89                | 114 151 765,39   | 3 320 642 137,50 |
|                  | TRESORERIE ACTIF                                | 198 531 859,70                  | 198 531 859,70   | 288 238 314,39   |
|                  | Chèques et valeurs à encaisser                  | 8 369 134,78                    | 8 369 134,78     | 9 333 627,14     |
|                  | Banques, T.G. et C.C.P.                         | 189 340 741,86                  | 189 340 741,86   | 278 106 865,36   |
|                  | Caisses, régies d'avances et accreditifs        | 821 983,06                      | 821 983,06       | 797 821,89       |
|                  | TOTAL III                                       | 198 531 859,70                  | 198 531 859,70   | 288 238 314,39   |
|                  | TOTAL GENERAL I + II + III                      | 6 017 752 047,97                | 1 523 095 181,43 | 4 494 656 866,54 |

BILAN (PASSIF)

|                       | 31-déc-20                                         | 31-déc-19        |
|-----------------------|---------------------------------------------------|------------------|
| FINANCEMENT PERMANENT | CAPITAUX PROPRES                                  |                  |
|                       | Capital social                                    | 876 000 000,00   |
|                       | Moins : actionnaires. capital souscrit non appelé | 876 000 000,00   |
|                       | - capital appelé                                  |                  |
|                       | - dont versé                                      |                  |
|                       | Primes d'émission, de fusion et d'apport          |                  |
|                       | Ecarts de réévaluation                            |                  |
|                       | Réserves légales                                  | 87 600 000,00    |
|                       | Réserves consolidées                              | 471 716 997,75   |
|                       | Autres réserves                                   | 150 764 097,09   |
|                       | Report à nouveau                                  | 299 529 969,02   |
|                       | Résultats nets en instance d'affectation          |                  |
|                       | Résultat net de l'exercice - part du groupe       | 157 264 528,75   |
|                       | TOTAL DES CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE (A1)  | 2 042 875 592,61 |
|                       | INTERETS MINORITAIRES (A2)                        | 161 749 419,15   |
|                       | Part dans les capitaux propres avant résultat net | 140 658 633,32   |
|                       | Part dans le résultat net de l'exercice           | 21 090 785,83    |
|                       | CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE (A)      | 2 204 625 011,76 |
| PASSIF CIRCULANT      | CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)                    |                  |
|                       | Subventions d'investissement                      |                  |
|                       | Provisions réglementées                           |                  |
|                       | DETTES DE FINANCEMENT (C)                         | 319 616 273,84   |
|                       | Emprunts obligataires                             |                  |
|                       | Autres dettes de financement                      | 319 616 273,84   |
|                       | PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)   | 6 596 375,40     |
|                       | Provisions pour risques                           | 6 448 975,69     |
|                       | Provisions pour charges                           | 147 399,71       |
|                       | ECARTS DE CONVERSION PASSIF (E)                   |                  |
|                       | Augmentation des créances immobilisées            |                  |
|                       | Diminution des dettes de financement              |                  |
|                       | TOTAL I (A+B+C+D+E)                               | 2 530 837 661,00 |
|                       | DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)                    | 1 362 065 817,49 |
|                       | Fournisseurs et comptes rattachés                 | 643 280 442,61   |
|                       | Clients créditeurs, avances et acomptes           | 92 923 987,17    |
|                       | Personnel                                         | 9 717 070,11     |
|                       | Organismes sociaux                                | 18 184 043,13    |
|                       | Etat                                              | 447 838 443,87   |
|                       | Comptes d'associés                                | 121 577 210,40   |
|                       | Autres créanciers                                 | 24 981 353,02    |
| TRESORERIE            | Comptes de régularisation-passif                  | 3 563 267,18     |
|                       | AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)     | 232 799 269,04   |
|                       | ECARTS DE CONVERSION PASSIF (circulant) (H)       | 2 589 192,81     |
|                       | TOTAL II (F+G+H)                                  | 1 597 454 279,34 |
|                       | TRESORERIE - PASSIF                               | 366 364 926,20   |
|                       | Crédits d'escompte                                |                  |
|                       | Crédits de trésorerie                             | 230 534 490,55   |
|                       | Banques (soldes créditeurs)                       | 135 830 435,65   |
|                       | TOTAL III                                         | 366 364 926,20   |
|                       | TOTAL GENERAL I + II + III                        | 4 494 656 866,54 |

INFRASTRUCTURES • METALLURGIE • EAU & ENVIRONNEMENT • PARACHIMIE

S A au capital de 876 MDH - RC : Rabat n° 30261 - Siège social : Complexe de skhirat, Angle Avenue Hassan II et route de la plage - Skhirat. Contact : dg@deltaholding.ma - Site Web www.deltaholding.ma

| NATURE      | OPERATIONS                                                         |                                                | TOTAUX<br>31-déc-20<br>3=1+2 | TOTAUX<br>31-déc-19<br>4 |
|-------------|--------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------|--------------------------|
|             | Propres à<br>l'exercice<br>1                                       | Concernant<br>les exercices<br>précédents<br>2 |                              |                          |
| <b>I</b>    | <b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>                                     |                                                |                              |                          |
|             | Ventes de marchandises (en l'état)                                 | 479 095 326,37                                 | 479 095 326,37               | 684 779 639,54           |
|             | Ventes de biens et services produits                               | 2 026 584 535,01                               | 2 026 587 294,37             | 2 268 284 690,89         |
|             | <b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>                                          | <b>2 505 679 861,38</b>                        | <b>2 505 682 620,74</b>      | <b>2 953 064 330,43</b>  |
|             | Variation des stocks de produits                                   | 6 390 076,23                                   | 6 390 076,23                 | 32 701 264,31            |
|             | Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même          | 14 220 215,98                                  | 14 220 215,98                | 12 210 104,01            |
|             | Subventions d'exploitation                                         | 149 767,41                                     | 149 767,41                   | 461 185,52               |
|             | Autres produits d'exploitation                                     | 456 529,68                                     | 456 529,68                   | 583 713,42               |
|             | Reprises d'exploitation; transferts de charges                     | 23 215 442,32                                  | 3 617,99                     | 26 066 439,97            |
|             | <b>TOTAL I</b>                                                     | <b>2 550 111 893,00</b>                        | <b>2 550 118 270,35</b>      | <b>3 025 087 037,66</b>  |
| <b>II</b>   | <b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>                                      |                                                |                              |                          |
|             | Achats revendus de marchandises                                    | 355 686 903,73                                 | 355 686 903,73               | 473 649 843,16           |
|             | Achats consommés de matières et fournitures                        | 1 209 224 105,61                               | 1 209 303 061,06             | 1 331 142 024,05         |
|             | Autres charges externes                                            | 195 858 331,09                                 | 196 106 040,52               | 265 191 112,57           |
|             | Impôts et taxes                                                    | 12 433 446,75                                  | 12 479 163,75                | 14 113 170,09            |
|             | Charges de personnel                                               | 356 890 255,35                                 | 357 407 000,29               | 366 342 558,13           |
|             | Autres charges d'exploitation                                      | 3 147 433,59                                   | 3 147 433,59                 | 4 052 963,51             |
|             | Dotations d'exploitation                                           | 138 748 591,36                                 | 138 748 591,36               | 143 074 586,08           |
|             | <b>TOTAL II</b>                                                    | <b>2 271 989 067,48</b>                        | <b>2 272 878 194,30</b>      | <b>2 597 566 257,59</b>  |
| <b>III</b>  | <b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>                              | <b>273 902 825,52</b>                          | <b>277 240 076,05</b>        | <b>427 520 780,07</b>    |
| <b>IV</b>   | <b>PRODUITS FINANCIERS</b>                                         |                                                |                              |                          |
|             | Produits de titres participations et autres titres immobilisés     | 603 179,80                                     | 603 179,80                   | 419 180,13               |
|             | Gains de change                                                    | 7 102 388,54                                   | 7 102 388,54                 | 5 014 784,46             |
|             | Intérêts et autres produits financiers                             | 34 022 713,65                                  | 34 022 713,65                | 55 334 020,87            |
|             | Reprises financières; transferts de charges                        | 31 184 234,23                                  | 31 184 234,23                | 33 907 055,72            |
|             | <b>TOTAL IV</b>                                                    | <b>72 912 516,22</b>                           | <b>72 912 516,22</b>         | <b>94 675 041,18</b>     |
| <b>V</b>    | <b>CHARGES FINANCIERES</b>                                         |                                                |                              |                          |
|             | Charges d'intérêts                                                 | 33 388 252,92                                  | 33 388 252,92                | 42 980 900,84            |
|             | Pertes de change                                                   | 9 220 627,23                                   | 753,97                       | 7 941 155,69             |
|             | Autres charges financières                                         | 305 589,21                                     | 305 589,21                   | 1 235 086,05             |
|             | Dotations financières                                              | 111 084 149,51                                 | 111 084 149,51               | 75 981 456,57            |
|             | <b>TOTAL V</b>                                                     | <b>153 998 618,87</b>                          | <b>153 999 372,84</b>        | <b>128 138 599,15</b>    |
| <b>VI</b>   | <b>RESULTAT FINANCIER (IV - V)</b>                                 | <b>-81 086 856,62</b>                          | <b>-81 086 856,62</b>        | <b>-33 463 557,97</b>    |
| <b>VII</b>  | <b>RESULTAT COURANT (III + VI)</b>                                 | <b>192 815 968,90</b>                          | <b>196 153 219,43</b>        | <b>394 057 222,10</b>    |
| <b>VIII</b> | <b>PRODUITS NON COURANTS</b>                                       |                                                |                              |                          |
|             | Produits des cessions d'immobilisations                            | 34 092 325,24                                  | 34 092 325,24                | 35 340 402,91            |
|             | Subventions d'équilibre                                            |                                                |                              |                          |
|             | Reprises sur subventions d'investissement                          | 22 272 592,62                                  | 22 272 592,62                | 2 433 791,05             |
|             | Autres produits non courants                                       | 42 100 324,88                                  | 45 316 591,98                | 2 843 445,04             |
|             | Reprises non courantes; transferts de charges                      | 1 066,78                                       | 1 066,78                     | 1 296 024,54             |
|             | <b>TOTAL VIII</b>                                                  | <b>98 466 309,52</b>                           | <b>101 682 576,62</b>        | <b>41 913 663,54</b>     |
| <b>IX</b>   | <b>CHARGES NON COURANTES</b>                                       |                                                |                              |                          |
|             | Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées         | 26 345 392,27                                  | 26 345 392,27                | 32 123 744,82            |
|             | Subventions accordées                                              |                                                |                              |                          |
|             | Autres charges non courantes                                       | 9 778 709,35                                   | 9 849 774,52                 | 15 831 420,60            |
|             | Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions       | 408 484,97                                     | 408 484,97                   | 44 011,65                |
|             | <b>TOTAL IX</b>                                                    | <b>36 532 586,59</b>                           | <b>36 603 651,76</b>         | <b>47 999 177,07</b>     |
| <b>X</b>    | <b>RESULTAT NON COURANT (VIII - IX)</b>                            | <b>62 933 722,93</b>                           | <b>65 078 924,86</b>         | <b>-6 085 513,53</b>     |
| <b>XI</b>   | <b>RESULTAT AVANT IMPÔTS (VII + X)</b>                             | <b>255 749 691,83</b>                          | <b>261 232 144,29</b>        | <b>387 971 708,57</b>    |
| <b>XII</b>  | <b>IMPÔTS SUR LE RESULTAT</b>                                      | <b>69 473 936,61</b>                           | <b>69 473 936,61</b>         | <b>112 305 329,44</b>    |
| <b>XIII</b> | <b>RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTÉGRÉES (XI - XII)</b>           | <b>186 275 755,22</b>                          | <b>191 758 207,68</b>        | <b>275 666 379,13</b>    |
|             | Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence |                                                |                              |                          |
|             | Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition              | 13 402 893,11                                  | 13 402 893,11                | 13 402 893,11            |
| <b>XIV</b>  | <b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ</b>                        | <b>172 872 862,11</b>                          | <b>178 355 314,58</b>        | <b>262 263 486,02</b>    |
| <b>XV</b>   | <b>RESULTAT NET REVENANT AUX INTERETES MINORITAIRES</b>            | <b>21 090 785,83</b>                           | <b>21 090 785,83</b>         | <b>41 830 280,03</b>     |
| <b>XVI</b>  | <b>RESULTAT NET REVENANT A LA SOCIETE MERE</b>                     | <b>151 782 076,28</b>                          | <b>157 264 528,75</b>        | <b>220 433 205,99</b>    |

## AVIS DE CONVOCATION DES ACTIONNAIRES EN ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Le Conseil d'Administration de delta holding, société anonyme au capital de 876 millions de dirhams, dont le siège social est établi au Complexe de Skhirat – Angle avenue Hassan II et route de la plage – Skhirat, immatriculée au Registre de Commerce de Rabat sous le n° 30261, a décidé de convoquer les actionnaires en Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le Mardi 18/05/2021 à 15 heures au siège social de la Société, à l'adresse précitée, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et des Rapports Général et Spécial des Commissaires aux Comptes ;
2. Approbation des comptes annuels sociaux et consolidés clos au 31 décembre 2020 ;
3. Affectation des résultats - dividendes ;
4. Approbation des conventions réglementées visées dans le Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes ;
5. Quitus aux Administrateurs et décharge aux Commissaires aux Comptes de leur mandat pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
6. Fixation du montant des jetons de présence à allouer aux Administrateurs ;
7. Divers
8. Pouvoirs

L'Assemblée Générale Ordinaire a été convoquée conformément aux dispositions de la Loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par les Lois 20-05, 78-12 et 20-19 ainsi qu'aux Statuts de la Société.

Le Conseil d'Administration rappelle que pour avoir le droit de participer à cette Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur doivent faire application, au préalable, des dispositions de l'article 130 de la Loi 17-95 telle que complétée et modifiée.

Les propriétaires d'actions nominatives libérées des versements exigibles et inscrites au registre des actions nominatives ont le droit d'assister à cette Assemblée sur simple justification de leur identité. Un Actionnaire ne peut se faire représenter que par un autre actionnaire justifiant d'un mandat, par son conjoint ou par un ascendant ou descendant. Le mandat est donné pour une seule Assemblée. Il peut être donné pour deux Assemblées, l'une Ordinaire et l'autre Extraordinaire, tenues le même jour ou dans un délai de quinze jours. Le mandat donné pour une Assemblée est valable pour des Assemblées successives avec le même ordre du jour.

Les actionnaires réunissant les conditions exigées par la Loi n°17-95 relative aux Sociétés anonymes disposent d'un délai de 10 jours à compter du présent avis pour demander l'inscription de projet de résolution à l'ordre du jour de cette Assemblée.

Leurs demandes doivent parvenir, au siège social, par lettre recommandée avec accusé de réception. Les documents requis par la Loi sont mis à disposition des actionnaires au siège social de la Société.

Le projet des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire, tel qu'il est arrêté par le Conseil d'Administration se présente comme suit :

### RESOLUTION N° 1 : Approbation des rapports et des états de synthèse annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020

Après avoir entendu lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et des Rapports Général et Spécial des Commissaires aux Comptes, l'Assemblée Générale approuve l'ensemble de ces documents dans leur intégralité et sans réserve ainsi que les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

### RESOLUTION N° 2 : Affectation des résultats - Dividendes

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter les résultats comme suit (en dirhams) :

|                              |                   |
|------------------------------|-------------------|
| Bénéfice Net de l'exercice   | : 145 266 525, 03 |
| - Réserve légale             | : 0,00            |
| + Réserve facultative        | : 148 920 000, 00 |
| + Report à nouveau antérieur | : 299 529 969, 02 |
| = Résultat distribuable      | : 593 716 494, 05 |
| Solde à reporter à nouveau   | : 444 796 494, 05 |

L'Assemblée Générale Ordinaire statuera ultérieurement sur une éventuelle distribution en dividendes du montant en réserve facultative à la lumière de l'évolution de la conjoncture économique en relation avec les conséquences de la pandémie covid-19.

### RESOLUTION N° 3 : Approbation des conventions visées par le rapport spécial des Commissaires aux Comptes

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions relevant des articles 56 et suivants de la Loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes, approuve les conclusions dudit Rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

### RESOLUTION N° 4 : Quitus aux Administrateurs et décharge aux Commissaires aux Comptes

Par suite de l'adoption des résolutions précédentes, l'Assemblée Générale donne aux Administrateurs quitus définitif, et sans réserve, de l'exécution de leur mandat au cours de l'exercice 2020.

L'Assemblée Générale décide, en outre, de donner décharge aux Commissaires aux Comptes de l'accomplissement de leur mission durant l'exercice écoulé.

### RESOLUTION N° 5 : Jetons de présence

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'allouer aux membres du Conseil d'Administration des jetons de présence de six cent cinquante mille (650 000,00) DH. Les conditions et les modalités de répartition seront décidées par le Conseil d'Administration.

### RESOLUTION N° 6 : Pouvoirs à conférer pour l'accomplissement des formalités

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie du présent procès-verbal en vue d'effectuer toutes les formalités légales.



Aux actionnaires de la société DELTA HOLDING S.A.  
Rte De La Plage Ang. Av. Hassan II, Skhirat 12050

### RAPPORT D'AUDIT SUR LE ETATS FINANCIERS CONSOLIDES Exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020

#### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse consolidés de la société Delta Holding S.A. et de ses filiales (le « groupe »), qui comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2020, ainsi que le compte de produits et charges consolidé, le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC), y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états de synthèse consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de 2 204 625 011,76 MAD dont un bénéfice net consolidé de 157 264 528,75 MAD. Nous certifions que les états de synthèse consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du groupe au 31 décembre 2020, ainsi que du résultat de l'ensemble consolidé pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Ces états ont été préparés dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid 19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

#### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse consolidés de la période considérée.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune question clé de l'audit à communiquer.

#### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états de synthèse consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse consolidés, conformément au référentiel comptable admis au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

#### Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états de synthèse consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes professionnelles permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse consolidés, y compris les informations fournies dans les états de synthèse consolidés, et apprécions si les états de synthèse consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;

- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états de synthèse consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

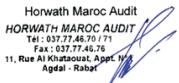
Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Fait à Rabat, le 24 mars 2021

#### Les commissaires aux comptes

Horwath Maroc Audit

IGREC



Adib BENBRAHIM  
Associé

Kébir AL ECHEIKH EL ALAOUI  
Associé